



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2872>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2009 - N° 1104 - décembre 2009 -

Date de mise en ligne : vendredi 1er janvier 2010

Date de parution : décembre 2009

Description :

Jean-Pierre Mon note que de nombreux économistes ou financiers finissent par admettre que les progrès techniques suppriment des emplois, mais ils continuent pourtant à vanter l'économie de marché !

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Une évidence s'impose

Dans le fil des jours de la dernière Grande Relève, je résumais un article de Tino Rozzo [1], intitulé "la fin des emplois" prévoyant un accroissement du chômage comme on n'en a encore jamais vu, à cause de la mise en oeuvre généralisée de nouveaux automates. Enfonçant le clou, l'agence économique et financière Breaking views, qui ne passe pas pour être très révolutionnaire, intitulait un de ses récents "point de vue" « Les gains de productivité actuels n'ont rien d'une bénédiction » [2]. On pouvait y lire : « On devrait se réjouir de voir la productivité américaine progresser, mais c'est peut-être le signe avant-coureur d'une nouvelle vague de suppression de postes... D'ordinaire, l'augmentation de la productivité est considérée comme une bonne nouvelle. Cela signifie qu'on a besoin de moins de force de travail pour produire plus de biens et de services ». Remarque de bon sens que les lecteurs de la GR ont souvent trouvée dans nos colonnes mais qui était, jusqu'ici, contestée par la plupart des économistes, certains allant même jusqu'à écrire que les nouvelles technologies créaient plus d'emplois qu'elles n'en détruisaient. L'auteur de ce "point de vue" ajoutait : « Si la hausse de la productivité a commencé plus tôt et si, de surcroît, elle se maintient plus longtemps que d'habitude, alors on pourrait voir le chômage se développer dans une économie en croissance même soutenue. Nous ne sommes pas loin de connaître des extrêmes jamais explorés ».

Plus surprenant encore, le très orthodoxe J-C Trichet, président de la BCE, déclarait dans un entretien exclusif au Monde [3], « Nous vivons une période historique marquée par des avancées considérables de la science et de la technologie. Ces avancées sont imprévisibles ... Ces nouvelles technologies vont nécessairement transformer les processus de production eux-mêmes ainsi que la division internationale du travail ». Il ne s'aventurait cependant pas à parler d'accroissement du chômage. Il est vrai que, pour lui comme pour tant d'autres, le chômage et les salaires sont les seules variables d'ajustement à utiliser pour développer la sacro-sainte croissance.

Adhésion générale à l'économie de marché ?

Dans le même entretien, J-C Trichet, toujours aussi sûr de lui, n'hésitait pas à déclarer : « Quand j'ai commencé à exercer des responsabilités internationales, il y avait encore un Est et un Ouest, un Nord et un Sud. Ce que j'observe aujourd'hui, c'est une remarquable unification conceptuelle au niveau mondial. Nous travaillons au sein du G20 avec les ministres et les gouvernements, ou à Bâle, avec les banquiers centraux sur la base d'un principe simple : l'économie de marché demeure le moyen le plus approprié pour créer des richesses. La crise n'a pas renforcé l'adhésion à l'économie de marché, elle l'a révélée de façon frappante. Il n'y a pas eu de contestation de la part des pays émergents ». Pas étonnant entre gens de bonne compagnie ! Ce n'est pourtant pas ce que montre un sondage effectué pour la BBC auprès de 29.000 personnes dans 27 pays² : si une grosse majorité d'Européens (79% en Allemagne, 74% en France) pensent que la désintégration de l'URSS a été une bonne chose, 70% des Égyptiens, 60% des Russes et près de 40% des Indiens sont d'un avis contraire. Près d'un quart de l'échantillon total estime que le système capitaliste est "fondamentalement vicié". Les Français sont les plus nombreux à le penser (47%), contre 19% au Royaume-Uni (qui est pourtant beaucoup plus mal en point que la France) et 9% en Allemagne.

Vingt ans après



Dans notre très libérale Union Européenne, les médias ne pouvaient pas manquer de fêter ad nauseam le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin. Rien n'y manquait : envoyés spéciaux, films, archives sonores et visuelles, déplacement de toutes les chaînes de Radio France dans la capitale allemande, etc. Il fallait surtout faire oublier la critique du capitalisme que la crise financière et économique met à l'ordre du jour. Bref, hors du marché point de salut, il n'y a qu'à voir ce qu'était cette pauvre RDA ! ...Certains journalistes ou historiens ont pourtant fait preuve d'un peu moins de conformisme en enquêtant auprès des Allemands de l'Est. Ils ont constaté que « beaucoup d'entre eux étaient nostalgiques de l'avant 1989 et réagissaient vivement aux discours tenus sur le passé de la RDA. Quand celle-ci est critiquée en tant que dictature, ils se sentent eux-mêmes attaqués. Ils y voient une forme de jugement porté sur leur vie et leur expérience d'autrefois. Certes, très peu regrettent le régime tel qu'il était réellement, mais il y a une nostalgie à l'égard d'une RDA idéalisée. Une RDA sociale où l'on n'était pas riche, mais où l'on pouvait vivre agréablement. Les jeunes de l'Est assimilent d'ailleurs cette vision positive véhiculée par leurs parents et beaucoup d'enseignants » [2].

Le Mur de Berlin est tombé et c'est une bonne chose, mais il en reste malheureusement encore beaucoup à abattre. N'oublions pas qu'en quelque quatre ou cinq ans le mur entre les États-Unis et le Mexique a déjà fait dix fois plus de morts que le mur de Berlin en presque trente ans.

[1] Tino Rozzo est membre du parti socialiste américain (eh oui, ça existe...) et partisan de l'allocation universelle.

[2] Le Monde, 10/11/2009.

[3] Le Monde, 18/11/2009.